

# Actualité de la résistance anti-impérialiste

N. 14

5 F.

● Les ministres de l'intérieur autrichien, français, italien, ouest-allemand et suisse se sont réunis, vendredi 6 avril, à Bonn, pour se concerter sur la lutte anti-terroriste. Des réunions analogues ont déjà eu lieu l'an dernier à Berne et Vienne. — (Reuter.)



ELISABETH VAN DYCK,

Combattante anti-impérialiste,  
assassinée d'une balle dans le  
dos, par la police, en RFA.

## SOMMAIRE

au dos de la couverture



LE NOUVEL ORDRE EUROPEEN DES MULTINATIONALES, C'EST LA TERREUR COMME SYSTEME DE GOUVERNEMENT:

L'ASSASSINAT DE RESISTANTS COMME ELISABETH VAN DYCK EN RFA, DES ACCUSES-OTAGES CONDAMNES PARCE QU'ILS SE TROUVAIENT PRES D'UNE MANIFESTATION, LA FIN DU DROIT D'AFFICHAGE, L'INTERDICTION DE PUBLIER POUR LES PRISONNIERS, LA FIN DU DROIT DE GREVE DANS UNE TELEVISION ENTIEREMENT AU SERVICE DU GOUVERNEMENT, LES MANOEUVRES DE L'ARMEE CONTRE L'ENNEMI INTERIEUR, EN FRANCE, ARRESTATIONS MASSIVES DE MILITANTS ET D'INTELLECTUELS EN ITALIE, TOUT EST FAIT EN EUROPE POUR TERRORISER, POUR BRISER TOUTE VOLONTE DE RESISTANCE, MAIS LA RESISTANCE CONTINUE, VOIR LES ACTIONS EN RFA APRES LA MORT d'E. VAN DYCK, EN RFA, LES ACTIONS DE LA NUIT DU 1ER MAI EN FRANCE, L'OCCUPATION DU SIEGE DE LA DC EN ITALIE.



## A LA PLACE D'UN EDITORIAL

APRES WILLY PETER STOLL,

ELISABETH VAN DYCK A ETE ABATTUE PAR LA POLICE ALLEMANDE.

ELLE N'A PAS EU "LA CHANCE" COMME ANGELIKA SPEITEL, COMME GÜNTER SONNENBERG, DE S'EN TIRER BLESSEE, ELLE A ETE ATTEINTE MORTELLEMENT DE PLUSIEURS BALLES, DONT UNE BALLE DANS LE DOS.

ELLE N'A PAS EU LA CHANCE, PARCE QUE LES FLICS ALLEMANDS NE LUI ONT PAS LAISSE DE CHANCE.

ILS NE PEUVENT PAS COMME POUR LES AUTRES ARRESTATIONS PRETENDRE LA SURPRISE, LA LEGITIME DEFENSE. ILS SURVEILLAIENT L'APPARTEMENT DEPUIS DES JOURS. LE QUARTIER FOURMILLAIENT DE FLICS, COMME L'AVAIENT REMARQUE LES ENFANTS DU QUARTIER. IL Y AVAIT DES FLICS JUSQUE DANS L'APPARTEMENT.

ILS AURAIENT PU ATTENDRE UN MOMENT "PROPICE" POUR L'ARRETER. ~~ILS AURAIENT PU ENVOYER DES GAZ POUR LA "NEUTRALISER"~~.

ILS ONT PREFERE LA TUER.

ELISABETH VAN DYCK EST LA 20ème COMBATTANTE, VICTIME DES FLICS ALLEMANDS.

MAIS PAR CETTE "ACTION", LES FLICS ONT MONTRE PLUS OUVERTEMENT QU'ILS NE L'AVAIENT JAMAIS FAIT LE SEUL BUT QU'ILS POURSUIVENT FACE AUX COMBATTANTS ANTI-IMPERIALISTES:

L'EXTERMINATION.

COMME POUR HOLGER MEINS, KATHARINA HAMMERSCHMIDT, SIEGFRIED HAUSNER, ULRIKE MEINHOF, ANDREAS BAADER, GUDRUN ENSLIN, JAN CARL RASPE, W.P. STOLL et LES AUTRES CAMARADES REVOLUTIONNAIRES TUESEN RFA, ET PLUS OUVERTEMENT ENCORE AUJOURD'HUI,

NOUS POUVONS AFFIRMER:

C'EST UNE EXECUTION  
C'EST UN MEURTRE.



Les casseurs se sont ceux qui agissent internationalement et obéissent à la loi du profit. Ce sont les capitalistes, les multinationales, leurs Etats. Ce sont les industriels qui augmentent les cadences des travailleurs, diminuent les normes de sécurité, et là où cela ne va plus, exportent capitaux et usines vers les pays où le système ne doit pas porter un masque démocratique, mais se montre à nu, tel qu'il est: un régime de terreur.

== == ==  
Les manifestants, le 23 mars ont exprimé leur refus de cette politique, refus encore endigué et contrôlé par des partis réformistes et opportunistes, mais refus bien réel et qui risque d'exploser, de s'organiser. Le gouvernement ne pouvait se permettre une manifestation, même calme, car malgré tout il y avait dans la rue une force potentiellement explosive. Les travailleurs risquaient de comprendre les limites de telles manifestations, impuissantes à fléchir les décisions du Pouvoir.

Aussi lui fallait-il détourner l'attention et faire peur, menacer et diviser. Il fallait détourner l'attention des forces progressistes, des seuls vrais casseurs et pillleurs.

Les conseillers du gouvernement ont donc conçu une tactique de division et d'intimidation. Les services de police (et apparemment certains services secrets, puisqu'un syndicat de policiers a dénoncé la présence à la manifestation d'un officier du SDECE) avaient prévu que beaucoup de jeunes, chômeurs, organisés ou non seraient aussi dans la rue, ce jour-là, aux côtés des sidérurgistes. Ces stratèges de la répression savent que le quadrillage policier incessant à Paris, les contrôles dans le métro, la répression quotidienne et ordinaire, la télé et la presse en laisse, sont insupportables à beaucoup, et que les manifestations sont alors souvent un moyen d'exprimer sa colère.

Pour entretenir la colère, ils ont arrêté au petit matin 83 présumés autonomes, un juge complaisant, attentif aux désirs de l'exécutif, ayant délivré une commission rogatoire.

La tactique utilisée a été celle du contre-feu préventif, pour empêcher un affrontement de masse, qu'ils craignaient, et une radicalisation de certains travailleurs, que beaucoup confondent avec les bureaucraties syndicales.

Dans cette manifestation, c'est vrai, il y a eu des provocateurs, des vrais, des policiers qui étaient là pour utiliser la colère justifiée, des jeunes, des chômeurs, des autonomes et des isolés.

Le but de ces policiers, une provocation, dont nous commençons seulement maintenant à saisir l'ampleur. Ils voulaient:

- casser une manifestation où la masse des participants cherchera et trouvera tôt ou tard, des formes plus dures, plus organisées, moins récupérables, d'action, face à une politique que l'Etat français ne peut changer

- dévier l'attention de l'opinion publique, des causes de la manifestations contre les pillleurs, les casseurs des multinationales.

- diviser le potentiel révolutionnaire actif, sidérurgistes, avant-garde intellectuelle, chômeurs etc., en rendant responsables de l'échec de la manifestation, les "casseurs", terme indifférencié, où est fait un amalgame entre ceux qui agissent parce qu'ils répondent à la terreur policière quotidienne, même si la forme peut être parfois critiquable (non pas à cause des vitrines cassées elles-mêmes, mais du fait du choix de l'objectif), et les policiers qui étaient là pour provoquer le contre-feu préventif. Il y avait finalement pour certains "des cons d'autonomes" et pour d'autres "ces cons de prolos". Diviser pour régner, la vieille maxime imperialiste est à nouveau employée



= = = = =  
Quant aux arrestations, on peut dire qu'il y a eu choix. Les inculpés sont pratiquement sans exception, des gens qui ne participaient pas à la casse. Les manifestants arrêtés et connus pour être des autonomes, ont été relâchés. Pour éviter le plus possible le développement d'une solidarité de groupe.

Entre les premiers casses et l'attaque des flics, il y a eu un décalage de dix minutes, donc le temps pour prendre des mesures. Il s'agissait et les procès le prouvent, de prendre des otages; de condamner des personnes sans trop grand risque de mobilisation de l'opinion publique.

Le choix des inculpés prouve la volonté du pouvoir de faire passer dans l'opinion publique, l'idée du danger de rester dans les parages d'une manifestation. Il faut intimider.

résumé, les inculpés sont choisis à quelques exceptions parmi les gens qui ne faisaient que passer, l'un sortait du cinéma, l'autre, étranger, d'une agence de voyage etc. Cela pour faire passer l'idée: "n'allez pas aux manifs, c'est dangereux, nous condamnons sévèrement et aveuglément." Il s'agit bien là d'otages.

La tactique employée par le Pouvoir, lors de la marche du 23 mars s'inscrit dans ce que l'on peut appeler "la stratégie de la contre-insurrection préventive".

En effet, si le gouvernement n'a pas à faire face au développement d'une guérilla anti-impérialiste (exception faite de la lutte du peuple corse et du FLNC), les conséquences de la politique internationale de restructuration industrielle (telle que le chômage par ex.) risquent de radicaliser les luttes de ceux qui en sont et qui en seront victimes..

Afin de faire face à ce problème, prévu et mis sur ordinateur, afin d'empêcher le développement de la lutte des classes, et dans le cadre de la normalisation juridico-policière européenne, le gouvernement met en place depuis quelques mois, d'impressionnantes mesures à la fois préventives et déjà opérationnelles.

En l'espace de quelques mois, au moment où doit se construire dans les textes, l'Espace Judiciaire Européen, se sont mises en place, des restrictions fondamentales au droit démocratique. Il s'agit d'une stratégie générale d'intimidation contre toutes les formes d'opposition et de résistance:

- menace d'interdiction des manifestations (à la suite du 23.3).
- restriction du droit à l'affichage normalisant l'affichage commercial, mais interdisant pratiquement dans les faits l'affichage politique: chaque affiche placée en dehors des endroits autorisés officiellement fera l'objet, à l'unité d'amendes astronomiques, par jour d'affichage.
- interdiction, par une loi venant d'être votée par le Sénat au prisonnier et aux éditeurs de toucher le moindre centime sur les publications expliquant les faits reprochés aux détenus, ce qui revient en fait à interdire leurs écrits car quel éditeur acceptera de publier un livre sur lequel il ne touchera aucun bénéfice? c'est une censure économique dirigée aussi contre les écrits politiques des prisonniers.
- restriction très importante du droit de grève à la télévision.

Nous savons que dans les dossiers des ministères existent des projets de lois anti-intellectuels, visant "ceux qui prô-



nent la violence". Récemment, au Conseil de l'Europe, de  
telles propositions ont été discutées. En RFA, la loi e-  
xiste déjà.

Les peines exorbitantes prononcées contre les inculpés du  
23 mars, et aggravées en appel par un tribunal aux ordres  
de l'exécutif (puisque les seuls témoins retenus par le  
juge sont des policiers),  
s'inscrivent dans cette stratégie de contre-insurrection,  
visant la base de toute opposition, qu'est la protestation,  
sous toutes ses formes: affiches, manifs, publications, grè-  
ves. L'Etat pratique la menace pour pouvoir appliquer sa  
politique, de plus en plus anti-populaire.

LE RAPPORT DE LA COMMISSION TRILATERALE SUR LA "CRISE DES  
DEMOCRATIES" DISAIT EN TOUTES LETTRES QUE CE DONT SOUFFRENT  
LES NATIONS OCCIDENTALES, C'EST D'UN EXCES DE DEMOCRATIE. A  
voir les pratiques de l'ETAT FRANCAIS aujourd'hui, il semble  
bien que ce soit aussi son avis et qu'il est bien décidé à  
essayer de remédier à ce mal!

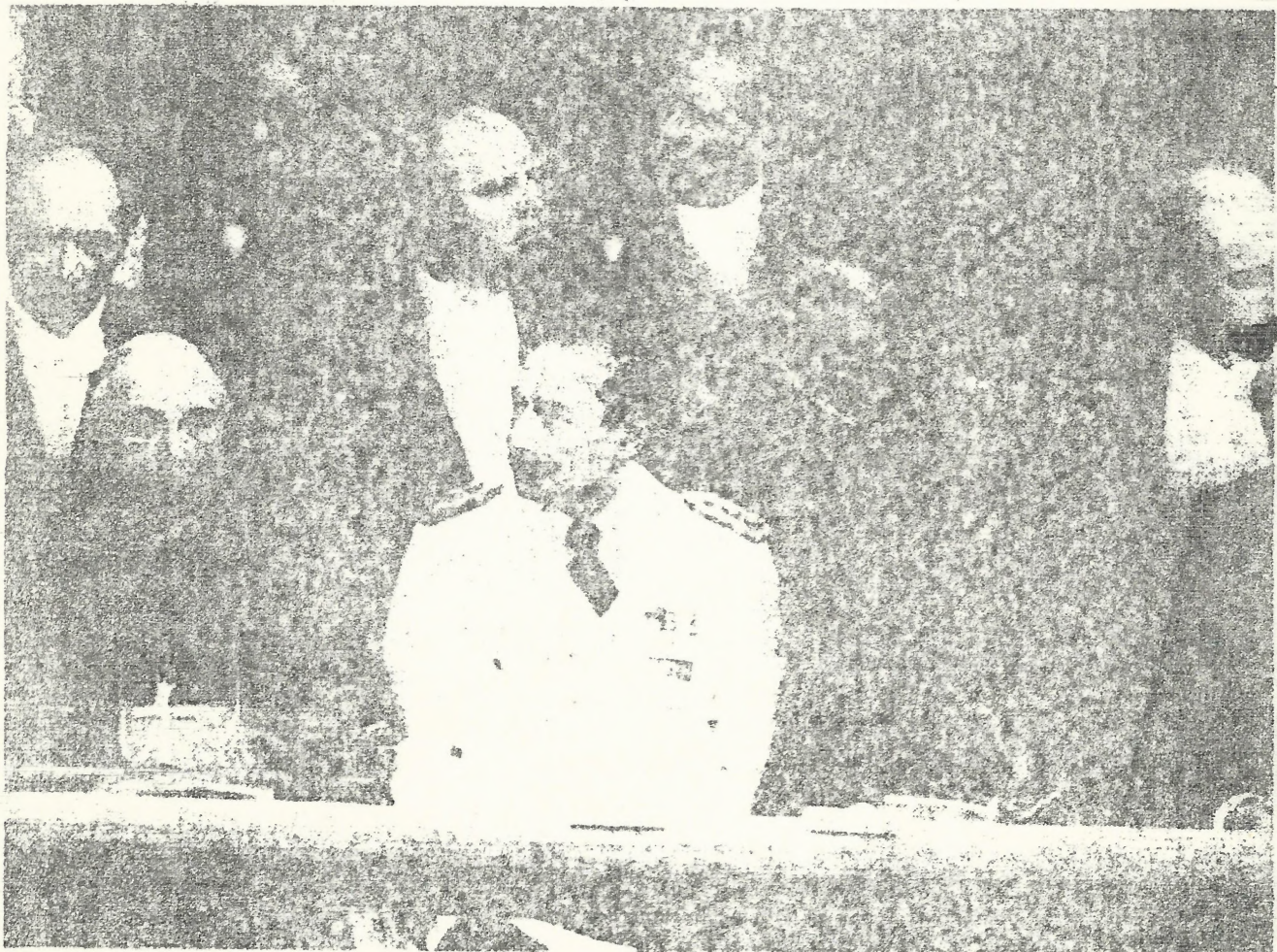
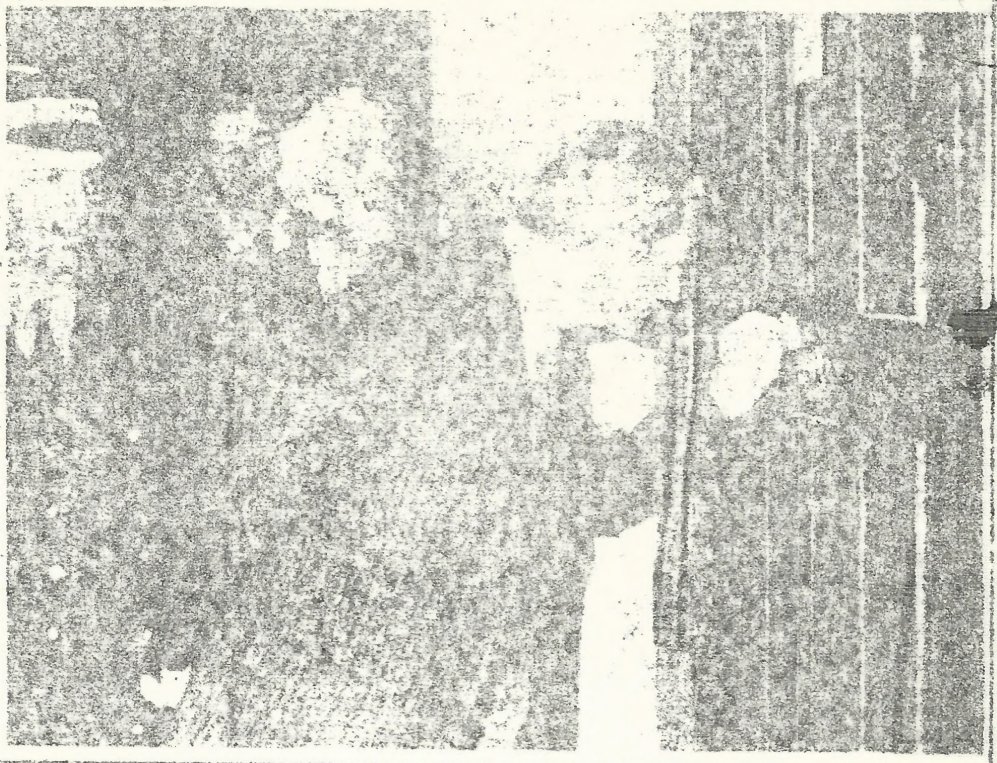
= = = = =



## Alain Peyrefitte maton à Strasbourg

En faisant ce geste (« mater » en langage carcéral), M. Alain Peyrefitte voulait sans doute mieux se rendre compte du travail des « matons » des deux établissements pénitentiaires de Strasbourg auxquels le garde des Sceaux a rendu visite, lundi, à l'occasion de l'ouverture de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

AFP



Au Vatican, le 3 septembre 1978, lors de l'intronisation de Jean Paul II. De gauche à droite, au premier rang : Agostino Casaroli, le cardinal Videla et sa femme. Au deuxième rang : Pierre Elliott Trudeau, Raymond Barre et sa femme, et Alain Peyrefitte.



= = = FRANCE : ACTION ANTI-MILITARISTE = = = = =  
= = = COMMUNIQUE DU GROUPE REVOLUTIONNAIRE INSOUMISSION TOTALE = =

31 mars 1979

"C'est par le musée des Armées, situé dans l'enceinte de l'Hôtel des Invalides, siège du Gouverneur Militaire de Paris, que le G.R.I.T. avait décidé de relancer son harcèlement contre les autorités civiles et militaires par actions directes.

Samedi 31 mars, un groupe d'insoumis totaux, profitant donc de la foule anonyme des touristes, se glissait subrepticement dans ce temple de la bêtise militaire.

Après avoir fait mine de s'intéresser aux reliques en loques et aux uniformes souvent clownesques exposés dans les principales salles, nos tristes individus finirent la visite dans les toilettes du rez-de-chaussée, toutes proches de la salle de cinéma militaire.

Ils y déposaient un engin fumigène de forte puissance, éparillaient des tracts dans le couloir, et bloquaient les portes des w.c. de l'extérieur à l'aide de pinces spéciales.

Leur sinistre besogne accomplie, ils s'éclipsèrent discrètement, avant qu'un nuage de fumée ne vienne épaissir lourdement l'atmosphère du Musée des Armées.

"Décidément, l'ambiance militaire devient de plus en plus irrespirable !" pensèrent les touristes évacués un mouchoir sur le nez..."

Ici ou Ailleurs, à bientôt...

Extraits de "AVIS DE RECHERCHE N°4" bulletin du G.S.I.  
Groupe de Solidarité et d'Information- Inscumission  
380, rue St-Martin 75003 P A R I S



= = L'EUROPE DE LA RESISTANCE: = = = = =  
FACE AUX ARRESTATIONS ARBITRAIRES, FACE AU NUCLEAIRE, COMME FACE  
A L'ARMEE (voir page précédente), LA RESISTANCE CONTINUE OU S'  
ORGANISE EN EUROPE.

EN FRANCE: Le 1er mai, une série d'actions a été revendiquée par  
le "Collectif communiste révolutionnaire". En voici le communiqué.  
"L'heure est à l'offensive prolétaire. Longwy, St Lazare et la ma-  
nifestation du 23 mars ont ouvert une nouvelle phase révolution-  
naire. Face à la restructuration capitaliste à l'Etat-flic et  
au PC pro-nucléaire, nous sommes aujourd'hui des dizaines de mil-  
liers, des jeunes prolétaires aux ouvriers garantis, à marquer  
dans les actes, notre résistance radicale aux projets capitalis-  
tes et réformistes. C'est un moment réel d'unification prolétai-  
re qui s'affirme aujourd'hui par l'ensemble des actions de cette  
nuit. A l'heure où la répression se décide au niveau européen, à  
l'heure où les années de prison pleuvent sur les 4 de St Lazare  
et les inculpés du 2 mars, à l'heure où l'Etat italien enferme,  
sans l'ombre d'une preuve, Toni Negri et ses camarades de l'auto-  
nomie italienne, nous affirmons notre soutien total et concret aux  
nouveaux otages de l'Europe des polices. La répression qui  
s'abat sur le mouvement révolutionnaire ne fait que renforcer  
notre détermination à porter le combat sur tous les terrains, y  
compris celui de la lutte armée contre l'Etat-flic européen, pour  
le communisme.  
Prolétaires de tous les pays, peuples et nations, unissez-vous..."

Les actions de cette nuit du premier mai étaient dirigées contre  
deux commissariats, une agence EDF, une agence de l'ANPE, une per-  
ception, une annexe du Ministère des finances, un garage. Ces ac-  
tions ont eu lieu à Paris. Des actions ont également eu lieu en  
même temps à Toulouse.

#### EN CORSE:

En soutien aux emprisonnés, le FLNC a fait exploser, en plein  
milieu de Paris, une charge d'explosif, dans le Palais de  
Justice, où sont traînés entre autres les corses pour leur  
procès. Car il est clair que l'Etat français ne se hasarde pas  
à juger les militants corses révolutionnaires dans leur pays.  
Comme on dit généralement pudiquement dans la presse, les dégâts  
ont été importants.

EN RFA: après l'assassinat d'Elisabeth van Dyck, des groupes se  
sont attaqués à des édifices de la police et de la justice, entre  
autres à Berlin et à Dortmund. A Nuremberg, devant la maison où  
Elisabeth van Dyck a été abattue, des camarades, nombreux, sont  
venus le lendemain matin, déposer une gerbe de fleurs à sa mé-  
moire et pour dénoncer les méthodes d'exécutions sommaires de la  
police.

EN ITALIE: la presse a suffisamment rapporté l'action des Brigades  
Rouges contre le siège de la Démocratie chrétienne, pour que nous  
faisions que la citer.

EN SUISSE: nous publions ci-après les communiqués des actions  
dirigées contre l'implantation des centrales nucléaires.

Ces actions, chacune à leur niveau, témoignent toutes de la volon-  
té de résistance qui se développe en Europe aujourd'hui.



## ACTION ARMEE CONTRE LE NUCLEAIRE EN SUISSE:

Alors qu'après Harrisbourg, l'Europe entière proteste contre le nucléaire, en Suisse, après et avant le référendum sur l'énergie nucléaire, des camarades luttent, informent, combattent.

Ainsi, le 19.2.1979, une importante charge d'explosif détruisait en grande partie le centre d'information sur le nucléaire du site de Kaiseraugst. Cet attentat n'a laissé que les éléments porteurs du bâtiment. Sinon, tout a été détruit et en particulier les maquettes et les ordinateurs. Ce centre était un véritable outil de propagande pour le nucléaire. Il y a pour plusieurs millions de francs de dégâts. Ci-dessous, le communiqué du groupe qui revendique l'action:

"Ce matin, nous avons fait sauter le soi-disant centre d'information de la centrale de Kaiseraugst...Ce pavillon, totalement climatisé, bouffeur d'électricité et mensonger, est, tout le monde le sait, inutile, puisque du côté des opposants au nucléaire, il ne sera jamais question d'accepter qu'existe un KAISERAUGST nucléaire.

En ce qui concerne l'explosion, nous avons pris toutes les mesures de sécurité nécessaires. En particulier, nous avons laissé un temps de quatre minutes, car il est connu que le pavillon est muni d'un système d'alarme et contrôlé plusieurs fois par nuit par des patrouilles. De plus cinq minutes avant l'explosion, nous avons barré les trois routes et chemins d'accès et disposé des panneaux de déviation.

(un groupe d'antinucléaires: "ni ici, ni ailleurs et de toute façon jamais);

Une autre action a eu lieu le 25.2.1979 par un groupe se nommant: "Faites-le-vous-même, arrêtez la construction": Voici leur communiqué:

"La nuit dernière (25.2.1979), nous avons fait exploser trois fortes charges d'explosifs dans le parc des machines du chantier nucléaire de LEIBSTADT. Le matériel était protégé par une double rangée de barbelés, munie d'autre part d'un double système d'alarme. En vain! Un peu de savoir technique et une prise d'initiative nous ont permis de résoudre ces difficultés.

Cette action se place dans la même logique et poursuit le même but que la destruction l'année dernière du transformateur construit par l'entreprise Sôcheron de Genève pour la centrale de Leibstadt.

C'est pourquoi, nous reprenons le même nom que ces types et/ou filles et nous les remercions pour cette bonne idée.

Le but était et est: d'empêcher la construction de centrales, de faire que soit respectée la principale revendication du mouvement antinucléaire: le moratoire nucléaire.

Pour protéger la vie des gardes armés, nous avons averti à temps les autorités responsables."

Ces actions ont bien sûr attiré les critiques des antinucléaires pacifiques et bien pensants. Mais cela, c'est inévitable !

=====



## PROCES CONTRE IRMGARD MÖLLER ET BERNHARD BRAUN

Après de nombreux reports, Irmgard Möller a enfin pu lire jeudi après-midi et vendredi matin sa déclaration finale dans le procès qui lui est intenté à Stammheim et qui dure déjà depuis près d'une année.

Irmgard Möller et Bernhard Braun sont accusés d'avoir participé aux premières actions de la RAF, en particulier celle d'Heidelberg, où fut détruit en pleine guerre du Vietnam un ordinateur utilisé pour cette guerre par les américains.

cette action, alors que la guerre faisait rage au Vietnam et que le mouvement en Europe la dénonçant, s'efforçait, eut une telle résonance qu'aussitôt l'Etat utilisa toute ses forces contre le groupe qui la revendiquait: la RAF.

Irmgard Möller a vu s'ouvrir ce nouveau procès où elle risque la prison à vie, quelques jours avant sa libération, et sur la dénonciation d'un prisonnier retourné, qui, lui, est maintenant libre, bien qu'il soit accusé d'avoir tué un policier. Ce prisonnier n'a même pas pu venir confirmer ses accusations devant le tribunal; la police qui le protège, affirmant ne pas connaître le lieu où il se trouve.

D'autre part, Irmgard Möller est la seule rescapée du massacre de Stammheim, où Andreas Baader, Gudrun Enslin et Jan Carl Raspe trouvèrent la mort et où elle-même fut grièvement blessée.

Pour bien célébrer Pâques sans doute, l'accusation fédérale a réclamé contre les deux camarades, la prison à vie et il est à craindre, connaissant le juge et l'Etat allemand qu'elle l'obtienne.

La peur de voir les prisonniers exposer leurs convictions est, semble-t-il, si grande que le juge a plusieurs fois tenté d'empêcher Irmgard Möller de parler, ou du moins d'empêcher qu'elle parle devant un large public. Ainsi, une première fois, il avait été annoncé que la déclaration allait être lue et nombreux avaient été les camarades à venir de toute l'Allemagne pour l'écouter. Le juge cependant n'avait rien trouvé de mieux que de lire des heures durant un résumé du procès. Puis il avait reporté le procès au 3 mai, c'est-à-dire une semaine plus tard.

Si son but avait été de diminuer l'audience du public, ce but ne devait pas être atteint, puisque ce jeudi 3 mai, il y avait deux fois plus de monde encore que la semaine d'avant.

Dans le prochain numéro, nous donnerons un compte-rendu de l'audience et un résumé des déclarations d'Irmgard Möller.

Disons simplement maintenant qu'elle a de nouveau exposé comment a été développée la politique de la RAF et pourquoi, qu'elle a pris position sur ce qui se passe aujourd'hui: la stratégie d'extermination de l'Etat.

Elle a annoncé que les prisonniers de la RAF commençaient une nouvelle grève de la faim, avec pour revendications, les seules capables de protéger la vie des prisonniers:

le regroupement en groupes de 15 prisonniers politiques

la suppression de l'isolement

l'application de la Convention de Genève

le contrôle des conditions de détention par des instances internationales

la libération de Ginter Sonnenberg et Herbert

et en solidarité avec les prisonniers en Europe et avec ceux qui luttent contre l'impérialisme dans le monde.

Cette grève continue celles menées par les prisonniers jusqu'alors et dont nous parlons dans les pages suivantes.



TOUJOURS EN LUTTE CONTRE L'ISOLEMENT ET L'EXTERMINATION:

NOUVELLE GREVE DE LA FAIM DE PRISONNIERS DE LA RAF ET DU  
2 JUIN,

NOUVELLES ACTIONS DE SOUTIEN, EN PARTICULIER EN HOLLANDE.

Continuant leur lutte contre l'isolement et l'extermination, des prisonniers ont commencé une nouvelle grève de la faim. Certains ont pu depuis s'arrêter à la suite de promesses des autorités.

Ainsi à SCHWALMSTADT,

LUTZ TAUFER, WALLINGTON SIKITI, JURGEN MIDDELHOF, NORBERT FRUHAUF, ont commencé le 30.3.1979 une grève de la faim, à laquelle deux autres prisonniers participent aussi, ROLAND BAUMER et GUNTHER HANISCH.

Dans leur déclaration indiquant pourquoi ils sont en grève de la faim, ils expliquent:

"Nous nous joignons à la grève de la faim des prisonniers détenus dans la "section silencieuse de Celle, Karl-Heinz Dellwo, Heinz Herrlitz et Harry Stürmer. Nous exigeons:

"1la suppression de la section silencieuse de Celle, comme le réclament ces prisonniers.

"La suppression de l'isolement.

"2la suppression de toutes les mesures d'isolement et de traitement spécial, ce qui signifie pour Schwalmstadt avant tout:

"possibilité de contact pour chaque prisonnier: Autorisation de participer à toutes les activités à l'intérieur de la prison; Suppression de l'isolement vers l'extérieur, comme par exemple, les refus de visites, la censure du courrier, la vitre de séparation, ...

"Ou bien, le rassemblement des prisonniers politiques en groupes permettant la communication.

"Si une aggravation des conditions de détention ou des représailles sont appliquées aux prisonniers en grève de la faim, nous nous mettrons en grève de la soif.

Après que la prison a réagi à cette grève de la faim par l'isolement total, 5 des prisonniers ont commencé une grève de la soif; un des prisonniers n'a pu s'y joindre du fait de son état de santé

Au cours de cette grève de la faim et de la soif, la presse n'a pas pu respecter complètement la règle du silence. Peut-être par peur d'être accusée de complicité en cas de décès d'un prisonnier, elle a laissé filtré l'information. On a pu lire en effet, de très courts articles en particulier sur la nutrition forcée. Cependant pour discréditer les prisonniers, les journaux n'ont pas hésité à mettre en doute le fait que les prisonniers faisaient réellement la grève de la soif. Il est vrai que les autorités ont peur de l'effet sur l'opinion publique de l'annonce de toute grève de la soif;

Les prisonniers de Schwalmstadt ont arrêté leur grève une fois que les autorités ont fait aux prisonniers de Celle la promesse que les mesures d'isolement seraient supprimées et qu'ils auraient ainsi 3 heures quotidiennes ensemble par jour.

A CELLE, en effet les prisonniers KARL-HEINZ DELLWO, HEINZ HERRLITZ et HARRY STURMER n'avaient pas hésité à commencer une 3ème grève de la faim depuis qu'ils sont à Celle, pour lutter contre ce QHS; ils n'ont arrêté leur grève qu'après la promesse de suppression de l'isolement. Cette grève a duré plus de cinq semaines. Dans l'extrait d'une lettre publiée ci-après, de Karl-Heinz DELLWO, on peut voir cependant que l'Etat emploie tous les moyens possibles pour briser les prisonniers, en particulier les faire cohabiter avec des fascistes notoires:



## DE L'UTILISATION DES FASCISTES CONTRE LES CAMARADES REVOLUTIONNAIRES

### EXTRAITS D'UNE LETTRE DE

KARL-HEINZ DELLWO:

"...Encore une remarque à propos de ta visite. A propos  
"de ce que j'ai remarqué en venant te voir. Concernant Ferenc Sos,  
"dont je t'ai parlé (Sos occupe une cellule près de celle de K.H.  
"Dellwo), il a supprimé toute une famille, couple et enfants, (le père  
"est directeur d'une filiale de banque). En revenant de la visite,  
"j'ai pu lire un deuxième nom: Uwe Rohwer. C'est un des fascistes  
"devenus actifs ces derniers temps et arrêtés. On pouvait lire dans  
"le Spiegel du 19.3 à ce propos, qu'ils avaient prévu des atten-  
"tats, dont ils voulaient rendre la RAF responsable.  
"C'est là l'expression d'une stratégie typique des fascistes, de  
"tenter de légitimer leur politique fasciste en montant la population  
"contre la gauche et les révolutionnaires...

"Le but de telles pratiques de la part de la prison est clair.  
"D'une part, nous identifier aux fascistes et aux criminels les plus  
"dégueulasses, et faire ainsi que la haine que la population a envers  
"de telles personnes, soit détournée et reportée sur nous. ceci pour  
"nous isoler moralement, à un niveau déterminé par l'émotion plus  
"que par des concepts.

D'autre part, cela permet aux autorités de lutter contre le concept  
"d'isolement et le caractère d'exception de nos conditions de déten-  
"tion, en montrant que d'autres personnes que nous sont mises dans de  
"telles sections. Cela permet de masquer le seul véritable but de  
"telles sections, c'est-à-dire l'extermination d'un mouvement social-  
"révolutionnaire"...

"C'est un calcul simple, et même simpliste. Andreas a dit une fois,  
"il n'y a pas d'armes de la bourgeoisie que l'on ne puisse retourner  
"contre elle. C'est aussi le cas maintenant.

"Dans cette situation, il y a pour nous encore la possibilité de bien  
"marquer les différences entre eux et nous, de montrer où ils sont,  
"et quelles sont les raisons de leur action, on peut montrer que  
"tous sont des représentants du système. Le calcul, en mêlant ainsi  
"les prisonniers, a pour nécessité, que nous nous tenions tranquille.  
"Mais, je ne vais pas, nous n'allons pas, ainsi placés près de fascis-  
"tes, nous laisser faire, et je pense qu'ici une campagne est néces-  
"saire pour exiger leur éloignement de nous.

"L'antagonisme entre eux et nous est assez clair, pour que chacun,  
"qui les considère comme des ennemis, puisse mieux déterminer sa  
"position par rapport à nous.

"A ce propos, on peut rappeler les expertises médicales du Professeur  
"H. Masch qui a toujours cité comme condition nécessaire pour la survie  
"des prisonniers, leur regroupement entre prisonniers appartenant  
"au même contexte politique, bien sûr.

= = = = =



A BERLIN, d'autre part, des prisonniers, membres du mouvement du 2 juin, ont commencé le 20 avril une grève de la faim contre les traitements spéciaux et les tentatives d'isolement appliqués aux prisonniers, membres de groupes de lutte armée.

Ils combattent par cette grève, pour des conditions de détention qui permettent une survie en prison.

Ils dénoncent ce que l'Etat appellent "conditions normales de détention" en ce qui concernent les prisonniers politiques et qui signifient en fait: l'isolement des mois durant pour tous les prisonniers, ainsi à Lübeck, Hambourg, Celle, Ossendorf, Frankenthal, Bruchsal, Stammheim, Straubing et Stadelheim

la dissémination dans des petites prisons de province, ce qui sort les prisonniers de leur contexte et oblige les parents à de longs voyages. la soi-disant intégration de quelques prisonniers, mais qui consiste en fait à mettre ces prisonniers avec des prisonniers de droit commun changeant continuellement et à soumettre alors les prisonniers de droit commun aux mêmes conditions que celles des prisonniers politiques (surveillance continue, fouilles etc).

Face à cela, les prisonniers, exigent:

la suppression de l'isolement  
le transfert hors des prisons isolées  
une véritable intégration.

Ils dénoncent aussi l'isolement à deux ou trois et demandent l'agrandissement des groupes.

et citent toutes les chicanes quotidiennes sous prétexte de surveillance et de sécurité.

Nous avons dans le précédent numéro (12/13) décrit le quartier de haute sécurité de la prison de Berlin. C'est en particulier contre ce QHS à l'allemande que luttent les prisonniers en entamant cette grève de la faim.

Les prisonniers soulignent que ces conditions de détention et l'envoi dans le QHS sont réservés aux prisonniers qui refusent le "modèle allemand" dans les prisons et que:

"il est clair que l'Allemagne impose sa stratégie anti-guérilla, ses méthodes et ses moyens dans la lutte contre les mouvements et les organisations révolutionnaires; le résultat en est la création d'un espace "judiciaire européen, qui signifie la limitation des droits démocratiques pour les peuples; sur le plan des prisons, le développement de super-prisons, de sections silencieuses, de quartier d'isolement, dans toute l'Europe. La synchronisation en ce qui concerne les prisons apparaît de l'architecture extérieure à l'introduction de la vitre de séparation."

Par cette remarque, les prisonniers de Berlin, place leur lutte dans le véritable contexte politique: l'Europe des flics et des patrons ou comme ils disent, "l'Europe des flics et des multiris".

Les revendications précises des prisonniers sont les suivantes:

-l'application des garanties minimales de la convention de Genève et des autres conventions internationales concernant les prisonniers, en particulier les prisonniers des groupes de résistance anti-impérialistes.



- la suppression des cellules spéciales et des bunkers d'isolement
- le rassemblement des prisonniers en groupes capables d'interaction, comme l'exigent depuis des années les spécialistes, et ce au moins d'après le "modèle de Berlin" (condition de détention des femmes prisonnières à Berlin.).
- la suppression des limitations d'information et de la vitre de séparation.
- l'autorisation de médecins n'appartenant pas au corps des prisons et ayant la confiance des prisonniers.
- le contrôle des conditions de détention par une commission internationale de surveillance.
- la remise en liberté de Günter Sonnenberg, incapable de supporter la détention, du fait de sa blessure à la tête.

Les prisonniers concluent leur longue déclaration de grève de la faim en disant:

"dans tous les pays de l'Europe de l'Ouest, dans lesquels il y a des groupes de résistance armés, des prisonniers luttent contre des conditions de détention par lesquelles on essaie de les briser et de les détruire.

Notre grève de la faim est une partie de cette lutte et l'expression de notre solidarité avec tous ceux qui dans leur lutte pour la révolution sociale ont été faits prisonniers, et avec tous ceux qui dans les prisons ont commencé à lutter."

--- --  
Pour l'instant, il semble que la grève des prisonniers du 2 juin continue et on sait avec certitude qu'Andreas VOGBL et Till Meyer y participent.

En ce qui concerne Günter Sonnenberg, il semble que les promesses faites de l'intégrer au système normal de détention, n'aient pas été tenues et qu'il soit toujours maintenu à l'isolement. Il est d'autant plus important de réclamer comme les prisonniers du 2 juin, sa libération.

Les grèves de la faim des prisonniers en RFA sont particulièrement importantes. Elles témoignent de leur vigilance par rapport à toute mesure d'isolement et d'extermination et de leur capacité à répondre aussitôt qu'une telle mesure est appliquée à l'un quelconque des prisonniers par une action solidaire et déterminée.

LE SOUTIEN à l'extérieur des prisons est certes encore trop faible mais il continue à se manifester.

Nombreux sont les camarades allemands qui correspondent avec les prisonniers et leur rendent visite. Dans de nombreuses villes on peut lire de larges slogans de soutien et d'information sur les murs. Certains journaux publient les déclarations des prisonniers. Chacune de ces actions pourtant signifie un "risque d'identification". Ainsi, on a appris que la police enregistre tous les renseignements possible sur toute personne écrivant ou rendant visite à un prisonnier.

A L'ETRANGER, UNE ACTION DE SOUTIEN a eu lieu par exemple en HOLLANDE: pour marquer la solidarité avec les prisonniers du 2 Juin emprisonnés en Suisse. Rappelons qu'il n'y a pas qu'en Allemagne que sont emprisonnés des membres de la RAF ou du 2 JUIN, mais qu'il y en a par exemple de détenus en Italie, en Autriche, en Suisse et que partout ils connaissent des conditions de détention semblables à celles régissant en RFA. Ci-après le communiqué de l'action en Hollande.



ACTION - ACTION - ACTION - ACTION - ACTION

=====

Le soutien aux prisonniers de la RAF ou du 2 Juin continue à se manifester dans toute l'Europe. Lors de la grève de la faim en soutien à Günter Sonnenberg, grève menée par plus de trente prisonniers en RFA, des camarades belges avaient fait une action spectaculaire à la bourse de Bruxelles,

Le 28 mars 1979, des camarades hollandais du "Rood Verzetsfront" ont occupé les bureaux de la compagnie suisse d'aviation "swiss-air" pour soutenir deux camarades du 2 juin emprisonnés en Suisse: Gabrielle Kröcher-Tiedemann et Christian Möller. Voici le communiqué de leur action:

=====

#### BUREAUX DE SWISS-AIR OCCUPES!

#### ON TORTURE EN SUISSE!

"Depuis le mois de décembre 1977, deux prisonniers membres du "mouvement du deux juin, Gabrielle Kröcher-Tiedemann et Christian Möller sont torturés dans la prison du Canton de Berne, véritable Stammheim suisse. Ils sont soumis à un programme mis au point en RFA et aux USA, de liquidation systématique des combattants antifascistes et anti-impérialistes. C'est un programme qui est étendu à toute l'Europe, sous la pression de la RFA.

"Les camarades du 2 juin emprisonnés en Suisse, sont socialement complètement isolés, ils n'ont aucun contact, les visites (avec la famille) se passent avec la vitre de séparation, tout matériel d'information contenu dans les lettres est confisqué et le courrier des avocats est ouvert.

"La Suisse - pays au service du capital - s'est complètement adaptée au nouveau modèle européen: une Europe de managers;

nous revendiquons:

- que les lettres ne soient pas ouvertes - possibilités de contacts pour Gabi et Chris;
- la suppression de la vitre de séparation;
- l'application de la Convention de Genève à tous les prisonniers de guerre, membres des mouvements de guérilla en Europe de l'Ouest.

Rood Verzetsfront. 28.3.79

(ce texte a été traduit du hollandais. Il peut comporter quelques imprécisions).

=====



## NOUVELLES.

### L'EUROPE DES CONdamnATIONS: Des camarades allemands et italiens condamnés à PARME.

JOHANNA HARTWIG et R.W. PIROCH ont été condamnés respectivement à huit ans et onze mois et à neuf ans de prison, par un tribunal de Parme. Les camarades italiens ont eu eux aussi des peines aussi lourdes.

Ces camarades sont accusés de possession illégale d'armes.

Par cette condamnation, le tribunal veut accréditer l'existence de contacts entre la RAF et les Brigades Rouges. C'était, c'est sûr, le sens de ce procès et des condamnations.

=====

### PROCES A DUSSELDORF:

Comme en Allemagne, tout est condamnable, il n'est pas étonnant de voir s'ouvrir un procès de camarades accusés d'avoir commis l'énorme crime de couvrir en 1977 quelques murs de la ville, de slogans de soutien aux prisonniers alors en grève de la faim.

Il est d'ailleurs rien moins que sûr que les accusés soient les véritables "auteurs" de cette action.

Quant à l'action, elle n'avait rien d'isolée.

En France, à l'époque et pour briser le mur du silence, des camarades faisaient une action à Notre-Dame. Les camarades de Düsseldorf s'inscrivaient donc dans un mouvement de gens qui savaient combien la vie des prisonniers, en particulier celles de Gudrun Enslin, Jan Carl Raspe et Andreas Baader (qui participaient à cette grève) étaient menacée.

L'Histoire a montré que ces craintes étaient justifiées.

Les camarades de Düsseldorf prenaient le seul moyen d'information encore à leur disposition: LES MURS, puisque tous les journaux de l'époque se taisaient.

Aujourd'hui encore, de nombreux camarades, malgré les dangers que cela représente, continuent à utiliser ce moyen. On a vu lors de la dernière grève de la faim, dans de nombreuses villes, réapparaître ces slogans.

En France, l'Etat aussi ne semble pas apprécier l'expression dite "sauvage", On le voit au projet de loi sur l'affichage et le droit de manifester.

=====

### A PROPOS DE KLAUS CROISSANT:

On se rappelle que lors du verdict contre Klaus Croissant, les journaux avaient souligné les entraves que l'Etat imposeraient à la liberté de Klaus Croissant si celui-ci voulait quitter l'Allemagne. En effet, l'Etat allemand a pris une ordonnance imposant que "la carte d'identité de Monsieur Klaus Croissant ne l'habilite pas à quitter la zone d'application de la constitution (lire l'Allemagne)". Voici des extraits de cette ordonnance longue de plus de six pages:



ORDONNANCE INTERDISANT A K. CROISSANT DE QUITTER LA RFA (extraits).

"... Dans ces conditions, il ne fait pas de doute que Monsieur Croissant a la volonté de continuer, même après sa détention, ses attaques agitatrices et diffamatoires contre l'Etat et ses organes.

4. L'ordonnance selon l'article 2 de la loi concernant les passeports est appropriée.

Quand on compare l'intérêt privé du propriétaire de la carte d'identité de pouvoir quitter librement son pays, et l'intérêt public de maintenir la sécurité intérieure en République Fédérale, l'intérêt public l'emporte.

La liberté de quitter son pays découle pour un citoyen de la liberté générale d'activité, garantie par l'article 2, alinéa 1 de la loi fondamentale (Constitution).

La limitation légale de la liberté de quitter son pays...correspond à l'ordre constitutionnel, car les raisons du refus du passeport qui se basent sur les éléments constitutifs d'un délit, sont compatibles avec la Constitution.

Monsieur Croissant, par les déclarations citées, a attaqué l'Etat et ses institutions de façon diffamatoire; et il a nui dans une grande mesure à la réputation de la République Fédérale. Il a essayé de justifier le terrorisme en RFA, de le présenter sous un jour favorable.

Il faut craindre qu'il ne continue ce comportement après sa libération, surtout à l'étranger, et qu'il ne mette en danger, de ce fait, la sécurité intérieure de la République fédérale.

Pour empêcher cela, la mention, selon l'article 2, alinéa 2 de la loi sur les passeports, est le moyen nécessaire et approprié.

Nous ne voyons pas de moyen moins grave, susceptible d'empêcher Monsieur Croissant de nuire, à l'étranger, à la réputation de la RFA et de mettre en danger sa sécurité intérieure.

En revanche, nous ne voyons pas quelles raisons personnelles pourraient justifier que Monsieur Croissant sorte de son pays.

Quand on compare l'intérêt privé et l'intérêt public, c'est donc l'intérêt public qui prime.

(remarque du journal: l'ordonnance a en tous les cas le mérite de la franchise. L'Etat ne pourrait être plus clair dans ce refus de la critique et de la remise en question. On voit bien ici que ce n'est pas une action illégale qui est reprochée à Klaus Croissant, mais bien son action d'information. Les déclarations incriminées sont en particulier l'interview à Antenne II, une conférence de presse à Hambourg en 1974, ses déclarations au procès de Stammheim, en 1978 etc.).

5. Il y a un intérêt particulier que cette ordonnance soit exécutoire immédiatement, parce que le but recherché par l'effet suspensif de l'opposition.

Monsieur Croissant se trouve actuellement en détention préventive à la prison de Stammheim. Comme le verdict dans le procès contre lui sera prononcé le 16 février 1979, il y a la possibilité que Monsieur Croissant puisse être libéré après la lecture du verdict.



Si une opposition contre cette ordonnance avait un effet suspensif, Monsieur Croissant aurait la possibilité de quitter la République fédérale avec sa carte d'identité, parce que, sans la mention conforme à l'article 2, alinéa 2 de la loi concernant les passeports, il serait autorisé à quitter son pays.

Il pourrait continuer ses attaques de l'étranger. Que l'on doive s'attendre à de nouvelles attaques de Monsieur Croissant contre la RFA ressort de son comportement pendant les débats du procès contre lui.

Comme le danger que cette ordonnance veut empêcher, pourrait se réaliser avant que celle-ci n'ait acquis force de chose jugée, il y a un intérêt public particulier à son exécution immédiate.

L'intérêt personnel de Monsieur Croissant de partir à l'étranger avec une carte d'identité ne portant aucune mention restrictive, pendant l'intervalle entre sa libération et le moment où cette ordonnance acquerra force de chose jugée, n'a que peu de poids face à l'intérêt public particulier à l'exécution immédiate.

6. Maître Croissant ne sera pas entendu avant cette ordonnance (référence parce que cela est inadéquat, vu les circonstances.

La décision immédiate est nécessaire dans l'intérêt public.

Comme nous l'avons déjà mentionné, il y a la possibilité que Monsieur Croissant soit libéré après la lecture du verdict dans son procès, le 16 février 1979.

En procédant à une audition, l'ordonnance ne pourrait pas intervenir avant cette date. Il y a danger imminent, car il faut craindre que Monsieur Croissant, après une libération possible, ne parte à l'étranger avec une carte d'identité non limitée, et qu'il ne continue de là ses attaques contre la RFA.

L'annulation de l'ordonnance de l'exécution immédiate peut être requise auprès du tribunal administratif de Stuttgart...

LANG. MAIRE DE STUTTGART.

(remarque du journal: Les deux derniers points de l'ordonnance sont tout aussi clairs. On voit bien comment les autorités essayent de se placer au-dessus de toute justice, au cas où celle-ci n'aurait pas obéi à leurs intérêts. D'une part, en traitant de toute façon Me Croissant en coupable, d'autre part en essayant de limiter la liberté que la justice aurait pu lui rendre. Et ce, dans une hâte qui ne respecte ni l'attente du verdict, ni le droit de Klaus Croissant à s'exprimer à propos de cette ordonnance.

Une chose est sûre quand on lit cette ordonnance, c'est que pour Mr Lange, Maire de Stuttgart la poursuite de Klaus Croissant et le soi-disant intérêt supérieur prime tout.

Une telle ordonnance est un danger pour tous. C'est le droit de l'Etat d'assigner à résidence tout opposant politique. C'est faire de tout opposant politique, un véritable otage de l'Etat.);

=====



SUITE DU TEXTE DE AMIR -PARVIZ POUYAN: "NECESSITE DE LA LUTTE ARMEE ET REFUTATION DE LA THEORIE DE LA SURVIE" (Début de ce texte dans Actualité N° 12-13) Amir-Pahviz Pouyan est l'un des fondateurs de l'Organisation des Guerilleros Fedayins du Peuple Iranien.

INTERVIEW D'UN MEMBRE DES GUERRILLEROS FEDAYINS DU PEUPLE  
IRANIEN par un journal iranien, tiré de la brochure:  
"Quelques points de vue à propos des problèmes actuels  
de la révolution iranienne" Comité Iran Cahier N°3 Mai 79.

11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11

" Nous publions à nouveau un appel pour les camarades iraniens:

SOLIDARITE AVEC LES REVOLUTIONNAIRES IRANIENS

Les camarades iraniens ont aujourd'hui besoin de notre soutien actif.

soutien actif. Nous vous proposons, nous vous demandons de chercher dès à présent autour de vous le maximum de matériel médical de secours:

de secours:  
des pansements, des bandages, des objets stériles pour le  
soin des blessures;

des trousses de secours transportables, de quoi nettoyer les plaies, pommades, antiseptiques, cicatrisants....

Meme en petite quantité.

Même en petite quantité.  
Mais surtout des antibiotiques et troussees chirurgicales  
Les médicaments et matériel médical peuvent être déposés  
à l'adresse suivante:

à l'adresse suivante:  
LIBRAIRIE LA BOULANGERIE 67 RUE DE BAGNEUX 92120 MONTRouGE  
ou envoyés à notre adresse.

nu envoyés à notre adresse.



Nous terminons la parution du texte du camarade iranien  
Amir-Parviz Pouyan "NÉCESSITE DE LA LUTTE ARMÉE ET REFU-  
TATION DE LA THÉORIE DE "SURVIE" "

" Elles doivent (les forces révolutionnaires, ndarai), ou bien rejoindre l'ennemi, c'est-à-dire aider pratiquement l'ennemi en suivant la ligne défaitiste, ou bien se joindre entre elles. Rester isolé c'est être anéanti. Mais se rapprocher et même se joindre ne veut pas dire encore s'unir. L'unité organisationnelle des éléments marxistes-léninistes qui formera l'organisation politique unique du prolétariat sera réalisée dans des conditions où l'exercice prolongé du pouvoir révolutionnaire aura atteint son plus haut point. A chaque coup porté à l'ennemi, sa domination absolue dans la conscience des masses se désagrège davantage et les masses peuvent faire un pas de plus dans la lutte. C'est à ce moment-là que l'ennemi, pour survivre et pour réprimer le plus rapidement et donc le plus violemment, est obligé de se démasquer de plus en plus. En exerçant la violence contre-révolutionnaire, il accentue sa pression sur toutes les couches et classes dominées. Il aggrave ainsi sa contradiction avec ces classes et couches populaires et, obligé de créer ce climat, il élève considérablement la prise de conscience des masses. Il attaque comme un fauve rendu furieux par ses blessures. Sauf ses alliés, c'est-à-dire ses sources de force et de subsistances, il soupçonne tout le monde. Tout mécontentement insignifiant, tout mouvement suspect et toute protestation engendrent ses pires réactions. Il emprisonne, il torture, il fusille, espérant pouvoir revenir à la sécurité du passé. Mais les méthodes qu'il est obligé d'utiliser se retournent obligatoirement contre lui. Il veut empêcher les masses de participer au mouvement révolutionnaire, mais il les entraîne au contraire de plus en plus. Ainsi, il impose la lutte au peuple. Lui qui voit la continuation de sa domination de plus en plus difficile, rend de plus en plus difficile pour le peuple la soumission à cette domination. La masse s'élance dans la lutte, met sa force à la disposition de son avant-garde, et par sa participation active elle affermit la stratégie concrète de la lutte révolutionnaire. Cette stratégie, synthèse concrète de la force révolutionnaire de toutes les classes dominées, mettra à l'ordre du jour la nécessité de l'unité organisationnelle des éléments marxistes-léninistes; afin d'assurer à la lutte la direction du prolétariat qui est sans nul doute la classe la plus résistante et la plus révolutionnaire. Le prolétariat entre dans la lutte, et, pour que la lutte porte ses fruits, il a besoin de sa propre organisation politique. Les avant-gardes prolétariennes tirent leur force de leur classe et, en s'appuyant sur son organisation, le prolétariat assure l'aboutissement de la lutte. C'est ainsi que va naître le parti de la classe ouvrière.

La justesse d'une ligne pour construire le parti de la classe ouvrière se définit en fonction des méthodes préconisées par cette ligne pour la survie et le développement des groupes et organisations marxistes-léninistes. La survie des groupes et organisations est importante parce qu'ils sont les composants actuels de



tout un potentiel. Cependant, si cette survie n'est pas accompagnée d'un développement, elle ne pourra créer une totalité actuelle et capable de développement. C'est pourquoi toute ligne qui a pour but exclusif la survie des groupes et organisations marxistes-léninistes sans prendre en considération leur développement est une ligne opportuniste et capitulationniste. Mais il faut aussi montrer que cette ligne est en dernière analyse une ligne liquidationniste. Il faut démontrer que la théorie "ne pas attaquer pour pouvoir survivre" n'est rien d'autre que "permettre à la police de nous détruire dans l'oeu sans aucune résistance". Le capitulationnisme étant considéré comme un liquidationnisme, il n'est nul besoin de se demander: pourquoi survivre ? Malgré tout cette question nous aidera à voir la nature opportuniste de cette théorie. Pour elle, "ne pas riposter" signifie le refus de tout effort constructif pour développer les possibilités des forces révolutionnaires. Cette théorie désire confiner la lutte dans les limites des possibilités très insignifiantes contrôlables par l'ennemi, c'est-à-dire le rassemblement de quelques éléments - un nombre qui pourrait difficilement dépasser les doigts de la main - et ensuite l'étude par ces éléments de textes marxistes et historiques, tout en respectant la clandestinité. Le champ d'action de ces éléments pourrait, dans le meilleur des cas, s'étendre à des contacts passifs et sporadiques avec des gens de toutes les classes et couches dominées de la société. Avec ce genre d'activité, chaque élément organisationnel poursuit sa vie normale et naturellement aucun effort n'est nécessaire pour changer la situation. Cependant, il ne fait aucun doute qu'un tel rassemblement est constitué sur la base de la réalisation des buts que s'assigne un groupe révolutionnaire actif, à savoir frayer la voie pour la création du parti communiste et acquérir la théorie révolutionnaire. Toutefois, ce rassemblement organisé qui essaie de garantir sa survie en échange d'une position passive face à l'ennemi ne peut avoir dans la pratique qu'une conception mécaniste du processus de la création du parti et de l'acquisition de la théorie révolutionnaire. Cette théorie prédit que le parti de la classe ouvrière se créera "au moment opportun" sur la base de l'unification des groupes marxistes qui se seraient tenus à l'abri des coups de l'ennemi. Quant à la théorie révolutionnaire, elle serait aussi le résultat des études de ces groupes sur le marxisme-léninisme, les expériences révolutionnaires des autres peuples l'histoire de notre pays. Le contact passif et sporadique avec notre peuple en serait éventuellement un complément. Selon cette théorie, le déterminisme historique devra intervenir grâce à une série de facteurs indéfinissables pour nous, pour permettre la construction du parti; les avant-gardes prolétariennes, une fois unifiées, devront imposer la lutte aux masses, dans des "conditions propices".

Le "moment opportun" et les "conditions propices" sont, dans cette théorie, des concepts métaphysiques qui n'expliquent rien, ils ont été employés afin de cacher provisoirement les faiblesses évidentes de la théorie, afin d'imaginer un lien entre la réalité objective d'une part, l'interprétation et l'analyse métaphysique propres à ladite théorie, de l'autre. Si ce lien entre ces deux éléments est métaphysique, il ne saurait être réel et organique. Il en est ainsi qu'une théorie qui ne vient pas de la réalité objective et qui ne saurait donc agir sur cette réalité même. La théorie qui ne cherche à ne dépasser en rien les maigres possibilités offertes pour montrer sa justesse et son réalisme, tombe pratiquement dans un subjectivisme évident. Pensant à l'avenir mais ne disposant d'aucun moyen pour l'atteindre, elle a recours à la métaphysique du "moment opportun" et en fait une perche pour atteindre l'avenir, perche qui ne peut être conçue que par une conscience non dialectique. Cette théorie qui, avec sa précision de formule mathématique, cherche à se donner une vérité, s'éloigne de plus en plus de la réalité et de la dialectique de la révolution. L'étude plus le minimum d'organisation sans aucun effort révolutionnaire pour développer l'organisation, plus le moment opportun, égalent le parti de la classe ouvrière.



Le parti de la classe ouvrière plus les conditions propices égalent la révolution.

Cette formule ne saurait à l'évidence être une juste solution aux difficultés actuelles des forces révolutionnaires pour organiser le prolétariat et les masses révolutionnaires, car le "moment opportun" et les "conditions propices" ne trouveront aucune réalité sans que les éléments révolutionnaires n'apportent à chaque moment de leur lutte, une réponse opportune aux nécessités historiques de la lutte. A quoi sert cette formule ? Elle sert cet opportunisme qui justifie sa peur paralysante de l'ennemi par la conviction qu'il est impossible de diviser et de détruire la domination de l'ennemi; qui subordonne l'évolution de la lutte à un déterminisme métaphysique - donc imaginaire - qui s'assigne des devoirs révolutionnaires dans des limites n'entraînant aucun affrontement avec la police. On voit ainsi que l'organisation qui s'était donné comme but, au départ, la lutte pour la construction du parti de la classe ouvrière, en ayant choisi cette ligne opportuniste, a fait à chaque instant un pas vers l'enterrement de son but, et s'attache désespérément à sa vaine survie. La théorie qui se voulait au service des buts prolétariens, sacrifie, en pratique, ces buts mêmes afin de "survivre". Donc, "ne pas attaquer pour survivre" se traduit pratiquement comme suit: "Nions tous efforts révolutionnaires pour construire le parti communiste afin de survivre". Cependant la dialectique de la lutte révolutionnaire qui trouve sa première grande manifestation dans le processus de la création du parti prolétarien, non seulement ne satisfait pas cette volonté de survie, mais, en lui imposant une mort inattendue, lui donne une réponse des plus tristes. Et c'est ici que l'on comprend pourquoi ce qui était capitulationniste est aussi liquidationniste. On ne peut plus dire que la ligne ayant pour but la "survie" a nié, du fait de son insistance opportuniste pour ce but, le caractère créateur de la ligne, il faut dire qu'une telle ligne a pratiquement nié le but même qu'elle avait délibérément choisi. Cette ligne tombe dans un cul-de-sac dont elle ne pourra sortir qu'en choisissant l'une des deux voies qui lui restent: ou bien prendre une position active révolutionnaire face à l'ennemi; ou bien devenir renégat et attendre sa survie de l'indulgence de la police.

L'ennemi possède des critères bien définis face aux révolutionnaires. Il leur dit: "Arrangez-vous avec moi pour survivre. Acceptez ma domination pour être à l'abri de mes attaques mortelles !" Tout foyer d'activité qui n'accepte pas cette capitulation inconditionnelle, quel que soit le rayon de son activité, est considéré comme dangereux; et, au cas où il ne pourrait imposer sa survie face à l'ennemi, il n'aurait qu'à attendre son attaque destructrice. Rien ne plairait davantage à l'ennemi que nous soyons des victimes résignées. Il tire sur tous ceux qui sont restés dans la tranchée. Il faut riposter à chaque coup ou alors sortir de la tranchée et lever haut le drapeau. Rester dans la tranchée sans tirer est la mort la plus prématurée.

Mais il semble bien que toutes les bases de la théorie de "survie" ne sont pas encore démolies. Car cette théorie pour être logique, ajoute au principe du refus de l'offensive celle de la "clandestinité". Non seulement nous n'attaquons pas mais nous accomplissons tous nos mouvements dans une stricte clandestinité. Et il est certain que lorsque l'ennemi ne nous connaît pas il ne peut nous donner de coups.

Si on demande: quel facteur garantira-t-il le succès de la clandestinité, on reçoit peut-être une réponse qui est même la plus exacte: la connaissance rigoureuse de tous les éléments appelés à collaborer avec nous et l'effort continu pour leur éducation organisationnelle. On ne peut réfuter cette réponse, car elle constitue la condition indispensable de la survie d'un réseau souterrain; ce qui est réfutable c'est que cela suffise. Pour montrer que cette condition n'est pas suffisante, il n'est même pas besoin de s'appuyer sur les expériences historiques. Il suffit d'examiner les conditions actuelles de notre lutte. Notre expérience de courte durée a montré que toute



insistance exagérée sur la capacité organisationnelle d'un camarade est fausse. En effet, aucun de nous, aussi méticuleux et sincère soit-il, ne peut être à l'abri de l'erreur. Ce qui peut garantir notre efficacité c'est seulement notre pratique. Quand nous sommes dans la pratique, nous cherchons à apprendre le marxisme et à le diffuser, quand nous avons un certain type de relation -même limitée- avec les autres, la possibilité d'erreur existe. Non seulement nos propres erreurs nous mettent en danger, mais les erreurs des autres créent en permanence un front de vulnérabilité. Dans le cours du travail, nous rencontrons obligatoirement des éléments et des cercles qui négligent pratiquement leur préservation et celle des autres. Au départ, il n'est possible ni de les connaître, ni de les éduquer. Je trouve inutile de citer les cas d'expériences à l'appui de cet argument, tout camarade militant étant capable d'en énumérer plusieurs. En général, il faut dire que le danger du côté des individus existe toujours, et la confiance aux individus et à leur éducation, aussi complète soit-elle, ne peut éliminer complètement le danger. Le problème vient de ce que le danger ne menace pas seulement l'individu: il commence avec l'individu et finit par menacer toute l'organisation entière. Il faut réfléchir à la façon de sauvegarder l'organisation entière. Il faut trouver la toile capable de constituer un voile de protection pour toute l'organisation, afin que l'erreur de l'individu, erreur toujours possible, ne provoque pas le démantèlement de l'organisation. Il faut saisir cet élément indispensable au principe de la clandestinité -nécessaire, il est vrai, mais pas suffisant-, l'unir à la clandestinité et en faire un tout capable de nous assurer les conditions d'une survie créatrice. La clandestinité est un moyen de défense, mais à elle seule, c'est une méthode défensive passive tant qu'elle ne sera pas accompagnée de l'exercice du pouvoir révolutionnaire, c'est une défense inerte et peu sûre; et puisque le travail clandestin et le pouvoir révolutionnaire réunis créent les conditions de notre survie, nous devons fermement réfuter les principes fondamentaux de la théorie dite de "survie", c'est-à-dire le "refus de l'offensive". Ainsi donc la théorie "ne pas attaquer pour survivre" cède nécessairement la place à la ligne "Attaquons pour survivre"!!

A.-P. POUYAN



= = = IRAN = = = INTERVIEW d'un journal iranien avec un camarade = =  
= = = FEDAYIN = = =

Q. Plusieurs personnes ne savent pas encore que l'idéologie de l'Organisation des Guerilleros Fédayins du Peuple iranien est marxiste-léniniste ou bien marxiste avec des points de vue de Mao Tse Toung. Pour être plus clair, avez-vous ou non des tendances maoïstes?

R. Nous avons déclaré déjà plusieurs fois que l'OGFPI est une organisation marxiste-léniniste. Elle est avant tout fidèle aux principes marxistes-léninistes fondés par Marx, Engels et Lénine.

Q. Si l'on tient compte que les activités militaires de votre organisation ont commencé dans des villages (Siahkal), est-ce que vous n'avez pas de tendances maoïstes?

R. Commencer la lutte dans la montagne ou dans la forêt ne veut pas dire que par exemple; c'est un modèle qui a été déjà vu en Chine ou que c'est une idée d'un des dirigeants de mouvements étrangers. Vous pouvez comparer avec Cuba. A Cuba, la lutte a commencé dans les montagnes. Le problème ne se pose pas de cette façon: cela n'a aucun rapport avec nos positions et nos tendances. Plusieurs camarades étaient d'accord sur les principes du marxisme-léninisme et avaient peut-être d'autres méthodes et d'autres idées pour commencer la lutte dans la ville et dans le village; mais sur les normes du marxisme-léninisme et sur les principes sur lesquels l'idéologie marxiste-léniniste est fondée, ils étaient tout à fait d'accord.

Q. Ainsi il n'y a pas de tendances maoïstes dans votre organisation?

R. Nous ne connaissons pas le mot maoïste. Bien sûr plusieurs livres de Mao, surtout ses oeuvres avant les années 60 ont beaucoup enrichi l'idéologie marxiste-léniniste et ils peuvent être utilisés par les marxistes-léninistes. Quand nous disons cela, cela ne signifie pas que nous faisons partie de ces groupes défenseurs de la Chine. Nous rejetons ces tendances. Cette façon de voir n'est pas marxiste-léniniste. Comme je l'ai dit, avant tout, nous suivons les idées de Marx, Engels et Lénine, fondateurs du marxisme-léninisme.

Q. Pourquoi avez-vous été silencieux après l'agression claire de la Chine contre le peuple vietnamien?

R. Nous condamnons cette attaque. Nous sommes convaincus qu'avec la politique que la Chine poursuit, c.à.d la théorie des trois mondes, elle s'est placée aux côtés des milieux impérialistes. L'attaque de la Chine contre le Vietnam se situe dans le cadre de sa politique étrangère et nous la condamnons vigoureusement...

Q. Il y a des critiques comme quoi la lutte armée menée entre 70 et 77 ne correspondait pas aux réalités objectives et que l'organisation a mené cette lutte sur la base de l'idéalisme révolutionnaire.

R. Nous pensons que le mouvement commencé à Siahkal en 70 a pu avoir un rôle efficace dans l'évolution de la conscience du peuple, et que la tactique de la lutte armée et autres méthodes de lutte pratiquées par l'OGFPI ont réussi dans une certaine mesure à rassembler les éléments marxistes-léninistes autour de l'axe de l'organisation et ont



Q. Mais durant ces années, l'OGFPI n'a pu établir le rapport avec la classe ouvrière et la classe paysanne. Est-ce vrai que l'OGFPI n'a pas pu obtenir les rapports qu'elle souhaitait?

R. Les conditions de la répression du Régime ne nous permettaient pas cette approche et le rétablissement de ces rapports.

Bien sûr durant toutes ces années, cette idée qu'il fallait se rapprocher de plus en plus de la classe ouvrière et tourner la plupart de nos activités vers le rétablissement de ces rapports.

Cette idée a été fortement renforcée.

Avant les coups de 1976, nous avions créé des noyaux ouvriers dans les usines, et l'Organisation prenant le chemin de ce rapprochement. Mais après les coups de 1976 au cours desquels plusieurs de nos cadres expérimentés ont été assassinés, ce mouvement a été arrêté.

Dans les années d'après 1976, l'Organisation a été obligée de s'occuper de plus en plus de ses affaires intérieures et de consacrer une partie de ses activités pour faire face à la police: essayer d'effacer les traces pour éviter d'autres coups.

Mais, malgré cela, l'Organisation prenait toujours en considération le rétablissement de ces rapports. Mais, en général, à cause des conditions de répression, elle n'a pu réussir à rétablir ce contact souhaité avec la classe ouvrière. Cependant, on peut dire qu'elle a eu des réussites dans ce domaine.

Q....L'Organisation n'est-elle pas avant tout une organisation militaire?

R. Nous ne pensons pas que notre organisation était plutôt une organisation militaire. C'était une organisation politico-militaire. Elle utilisait la tactique de la lutte armée dans le sens de ses activités politiques. La méthode de la lutte armée a joué un rôle efficace dans l'évolution de la conscience politique dans la société; de même, pour la politisation de la classe ouvrière et du peuple entier. En général, cette tactique était au service des activités politiques.

Q. Avec la création du Parti de la classe ouvrière (but essentiel aujourd'hui de l'Organisation des Fedayins du Peuple, ), est-ce que vous préserverez votre organisation militaire?

R. La formation militaire de l'O.G.F.P.I doit être préservée car nous sommes absolument sûrs que l'impérialisme ne se passera pas si facilement de ses intérêts en Iran. En tenant compte des expériences historiques de notre pays ainsi que celles d'autres pays, nous préserverons cette formation militaire, uniquement pour faire face à l'impérialisme et à des régimes fantômes.

Q. J'ai entendu dire que récemment il y a eu des informations à propos de complots de la C.I.A. au Kurdistan. Vous pouvez nous mettre au







courant de ces informations.

R. Ces informations nous sont parvenues par des sources palestiniennes. Elles sont conformes à nos analyses. Les sources palestiniennes qui surveillent les activités de la C.I.A. au Liban ont réussi à obtenir ces informations qui ont été en partie publiées dans le journal "Al Ghaédeh".

Selon ces informations, l'impérialisme suit deux plans en Iran. Premièrement, il veut, à l'aide des groupes réactionnaires et inconscients, créer des désaccords entre les communistes et d'autres groupes. Pour cela, actuellement 2000 anciens éléments de la Savak et les mercenaires de l'Ancien Régime, sous la direction de la C.I.A., ont des activités au niveau de la population. Ils essaient de préparer une atmosphère tendue pour que notre peuple s'entretue; et cela en diffusant des rumeurs, en tirant sur des gardes de la révolution et les forces révolutionnaires, et en faisant d'autres actions. En s'appuyant sur les éléments extrémistes de droite, ils essaient de créer une hystérie anticomuniste en Iran. C'est un des buts qu'ils poursuivent.

Un autre objectif de l'impérialisme est d'ériger des mouvements séparatistes en essayant de montrer que les justes revendications des peuples de notre pays sont séparatistes. Ce que nous savons, c'est que les peuples iraniens revendiquent leurs droits légitimes. Ils veulent que leur culture et leur langue soient reconnues et veulent choisir eux-mêmes leurs principes sociaux, politiques et culturels. Ceux-ci sont les droits des peuples et nous les soutenons. Nous pensons que si ces revendications sont acceptées, l'unité des peuples de notre pays se consolidera et aucun complet ne réussira. Actuellement, les USA essaient de prétendre que les revendications des peuples d'Iran sont séparatistes...

Mais nous savons très bien que le peuple kurde est tout à fait en désaccord avec ces tendances réactionnaires. Les kurdes sont très vigilants et ne sont pas devenus dupes des complots de l'impérialisme.

Mais celui-ci espère qu'en poursuivant ces deux objectifs cités, il réussira à créer un prétexte pour la réorganisation de l'armée, telle qu'elle était avant la révolution, pour pouvoir au moment convenu, reprendre le pouvoir par un coup d'Etat.

cette interview faite par un journal "communiste" présente les limites que l'on peut penser. De nombreuses questions n'avaient d'autres buts que d'amener l'organisation à prendre position sur le maoïsme ou des problèmes intéressant spécifiquement le PC iranien, mais elle complète les informations déjà publiées dans les numéros précédents d'Actualité.



## "LA RESISTANCE NATIONALE DANS LES LUTTES POUR LA LIBERATION"

Nous lançons un appel au peuple du San Salvador pour qu'il s'empresse de grossir les corporations progressistes, syndicats, associations paysannes, union des classes moyennes, de lutter pour ses revendications les plus profondes du moment et de s'allier à la politique démocratique et révolutionnaire.

Il faut que se créent de plus en plus d'organisations syndicales et de travailleurs parmi les classes populaires, épurant des rangs les organisations existant déjà mais aux tendances nocives pour le développement de l'ample mouvement des masses qui aspirent à un meilleur niveau de vie. A ce niveau d'organisation prennent place tous les membres du peuple progressistes et démocratiques comme ceux qui luttent pour de plus hauts objectifs politiques de type révolutionnaire.

La consigne est la suivante: renforcer les organisations populaires en les épurant des individus qui freinent leur développement et les lier au mouvement politique du front révolutionnaire.

Pour cela doivent se développer les luttes grévistes, les manifestations, tant de type économique que politique, pour engendrer au sein des masses de travailleurs une plus grande conscience et une plus grande disposition à la lutte.

Nous lançons un appel aux membres de l'armée pour qu'ils luttent pour le respect de la constitution par le gouvernement et qu'ils s'intègrent dans nos rangs dans lesquels ont leur place aussi bien les officiers, les sous-officiers et les soldats qui veulent lutter pour la révolution socialiste.

Tels sont les moyens de lutte populaire que chaque "Saint-Salvadorien" a à sa disposition; chacun doit s'intégrer à la lutte suivant son niveau de conscience, choisissant le type d'organisation dans laquelle il pourra donner son apport à la cause populaire.

C'est ainsi seulement que nous assurerons le triomphe de l'immense majorité et jetterons les bases du socialisme. C'est ainsi que la flamme de la rébellion populaire et de la lutte libératrice se dresse implacable et défiant l'impérialisme, la bourgeoisie, la dictature militaire. Son éclat immense et son inépuisable énergie guident, montrent, dirigent le peuple entier sur le chemin long et dur de la révolution. Ce même éclat aveugle nos ennemis rapaces et sanguinaires qui, avec fureur et douleur, lancent leurs griffes sur le peuple qu'ils frappent, assassinent, persécutent, arrêtent, emprisonnent, menacent; et pourtant malgré ces ennemis, le peuple continue toujours: indomptable, inflexible, invincible, avançant fermement vers sa libération définitive.

Le peuple du San Salvador est inflexible parce que 40 ans d'oppression et de répression par les oligarchies et leurs valets de militaires - et le chemin empierré de promesses que les dictateurs et les oppresseurs n'ont pas tenues - n'ont pas pu assouvir la faim du peuple, ni le froid, ni arrêter la misère, ni sa soif de justice, ni la douleur que ressent ce peuple devant la soumission et l'exploitation. Bien au contraire !



Le peuple du San Salvador est invincible parce qu'il constitue la majorité, et qu'il lutte pour une cause juste et parce que la lutte prolongée qui se développe ne s'achèvera qu'avec la fin de l'exploitation, de l'oppression et de la misère.

Le peuple du San Salvador avance fermement vers la conquête de sa libération définitive parce que la Résistance nationale a pris entre ses mains la flamme libératrice et s'est constituée de façon indissoluble en avant-garde du prolétariat révolutionnaire et avance avec lui pour se placer à la tête de tout le mouvement populaire.

De ce fait la destruction et le démantèlement de la Résistance nationale est totalement impossible, puisque par notre fusion avec le peuple, aujourd'hui plus que jamais, des milliers de mains se lèvent, prêtes à empoigner les armes, des milliers de poitrines se gonflent, prêtes à crier leur faim, des milliers d'hommes et de femmes se dressent prêts à entrer dans les rangs de la Résistance Nationales et des forces armées de cette résistance.

C'est pour cela que le peuple doit développer cette lutte ferme et décidée pour vaincre l'oligarchie et l'impérialisme et vaincre la dictature militaire.

C'est pour cela qu'à présent le peuple dit avec son avant-garde:  
" Organisons la Résistance nationale ! Dénonçons la faim et l'oppression dont nous souffrons chaque jour ! Incorporons nous fermement et de façon décidée à la lutte pour la libération définitive !"  
Vivent les Forces Armées de la Résistance Nationale !

F.A.R N.

par la direction nationale de la résistance nationale. "

= = = = =



== MAROC ==

Le comité contre la répression au Maroc fait paraître régulièrement un bulletin d'information.

Dans le numéro d'avril 79, il cite par exemple les trois faits suivants montrant bien l'importance de la pénétration française au Maroc:

Mr Chaban Delmas, invité du roi du Maroc a rencontré le souverain au golfe de Dar Es Salem (Rabat). Le séjour de J. Chaban Delmas correspond à la création à Casablanca d'une antenne permanente de la Chambre de Commerce et de l'industrie de Bordeaux.

La société française Elf Aquitaine va être chargée d'un important programme de forage pétrolier.

La grande commission Franco-Marocaine, qui se réunit chaque année pour établir le programme de coopération, vient de se réunir en présence du ministre français des Affaires Etrangères J.F. Ponceet. La coopération compte toujours 6000 enseignants au Maroc.

Le bulletin signale aussi les actions menées au Maroc contre l'accord Begin Sadate.

Dans les prisons, l'accord Begin-Sadate a déclenché en guise de protestations une série de grèves de la faim: ainsi le mardi 27 mars, dans les prisons de Kenitra et de Settat et le vendredi 30 à la prison de Chaouen.

Hors des prisons, des grèves et des arrêts de travail généralisés ont marqué la signature de ces accords et ont montré une nouvelle fois la solidarité du peuple marocain avec le peuple palestinien.

== NICARAGUA == OFFENSIVE DU FSLN CONTRE LE REGIME DE SOMOZA ==

La veille du premier mai a eu lieu une attaque importante qui a permis au Front sandiniste de libération nationale de s'emparer de plusieurs quartiers de la ville de Leon, seconde ville du pays.

C'est semble-t-il là l'expression de la tactique employée par le front pour lutter contre l'armée de Somoza. Cette armée qui continue à tenter de semer la peur dans la population. Ainsi l'aviation avait attaqué plusieurs quartiers de la ville et bombardé un cortège qui s'était formé pour l'enterrement d'une victime des combats.

Le front a remis un communiqué pour demander aux autres peuples de se joindre au boycott de la dictature.

== EL SALVADOR == LA POLICE TIRE DANS LA FOULE ==

Nous avons publié ci-avant la fin du texte de la Résistance nationale. Depuis d'autres actions ont attiré l'attention de l'opinion publique mondiale sur la résistance dans ce pays. Et l'opinion publique a pu s'apercevoir que les groupes de lutte armée n'étaient pas isolés; ainsi plus de 400 personnes n'hésitaient pas à manifester publiquement leur soutien au bloc populaire. Cela n'a pas plu à l'Etat de San Salvador qui n'a pas hésité, lui, à faire tirer dans la foule, comme on a pu le voir sur certaines chaînes de télévision dans le monde. Les manifestants ont tenté de fuir dans l'Eglise, mais il y a eu une dizaine de morts et les blessés sont toujours sans soin réfugiés dans cette Eglise. L'Etat du Salvador n'aurait pas pu donner meilleur justification à l'action du bloc populaire!



# SOMMAIRE:

A LA PLACE D'UN EDITORIAL .....	P 3
FRANCE.....LA LOGIQUE DES OTAGES, à propos du 23 mars...	P 5
FRANCE.....ACTION ANTIMILITARISTE, communiqué du GRIT...	P 10
EUROPE.....L'EUROPE DE LA RESISTANCE, actions en .....	P 11
France, en Corse, en RFA, en Suisse.	
SUISSE.....ACTIONS CONTRE LE NUCLEAIRE.....	P 12
ALLEMAGNE....PROCES D'IRMGARD MOLLER ET BERTHARDT ERWIN...	P 13
ALLEMAGNE....GREVES DE LA FAIM DES PRISONNIERS DE LA RAF...	P 14
ET DU 2 JUIN. déclaration des prisonniers de Schwalmsstadt. Lettre de Karl-Heinz Dellwo (extraits). Déclaration des pri- sonniers du 2 Juin à Berlin. Action en Hollande.	
ALLEMAGNE....militants allemands condamnés en Italie.....	P 19
procès à Dusseldorf.	
ALLEMAGNE....ORDONNANCE CONCERNANT KLAUS CROISSANT.....	P 20
ALLEMAGNE....PROCES C.BURKHARDT, INGE PIROCH, GADOR WINTER...	P 23
à Nurenberg.	
IRAN.....SUITE DU TEXTE DE AMIR-PARVIZ POUYAN, un.....	P 23
des fondateurs de l'Organisation des Guerilleros Fedayins du Peuple Iranien.	
IRAN.....INTERVIEW D'UN MEMBRE DES FEDAYINS DU.....	P 27
PEUPLE.	
EL SALVADOR..SUITE DU TEXTE DE LA PROCLAMATION DE LA "RE P 30	
SISTANCE; NATIONALE.	
MAROC.....EXTRAIT D'UNE BROCHURE DES COMITES CONTRE...	P 33
LA REPRESSION AU MAROC. Présence française au Maroc. Ac- tions contre l'accord Sadat-Begin.	
NICARAGUA....OFFENSIVE DU FSLN.....	P 33
EL SALVADOR..LA POLICE TIRE DANS LA FOULE.....	P 33

## PRESENTATION DU JOURNAL.

ACTUALITE DE LA RESISTANCE ANTI-IMPERIALISTE,  
adresse postale: C/o les Temps Modernes, 26 rue  
de Condé, Paris VI.  
Imprimerie spéciale. Directeur de publication  
F. Mury.